



Moyen-Orient: faut-il croire à un nouveau départ ?

La mort de Yasser Arafat a changé la donne au Moyen-Orient. Israéliens et Palestiniens se parlent à nouveau. Les Américains se sont réinvestis dans le processus de paix et l'Europe tente de revenir à une position plus équilibrée. Pierre Lellouche et Antoine Basbous nous aident à comprendre les bouleversements actuels mais aussi à prendre des paris sur l'avenir.

Propos recueillis par Yves Derai

Tribune Juive : *Pensez-vous que nous vivons un moment particulier dans l'histoire du conflit au Moyen-Orient avec ces gestes d'ouverture, à la fois côté palestinien et israélien ?*

Pierre Lellouche : Il y a effectivement une fenêtre d'opportunité qui s'est ouverte depuis la mort d'Arafat. Elle a permis, enfin, au peuple palesti-

nien de se doter d'une vraie équipe gouvernementale qui peut se lancer dans l'apprentissage de la création d'un État. Arafat s'était montré incapable de passer de la Kalachnikov à la calculette. Deuxième chose très importante : le retrait unilatéral de Gaza annoncé par Ariel Sharon qui a conduit à la formation d'un gouver-

nement d'union nationale en Israël. Cette nouvelle configuration est porteuse d'un espoir de paix.

Antoine Basbous : Je partage en grande partie ce point de vue. Arafat a été, tout au long de sa vie, un obstacle par rapport à Israël mais aussi par rapport au monde arabe où son seul soutien était Saddam Hussein. Sa disparition a mené au pouvoir un homme, Mahmoud Abbas, qui n'a pas changé sans cesse son fusil d'épaule.

Le nouveau président palestinien a toujours plaidé en faveur de la

fin de l'Intifada armée. Mais tous ces éléments ne seront pas suffisants si Dieu continue de s'imposer à la table des négociations.

Antoine Basbous :
« il faudrait qu'Israël définisse ses frontières »

TJ : *Vous pensez que c'est la religion qui est l'ennemi de la paix aujourd'hui ?*

A. B. : Il faut laisser Dieu au ciel et parler entre hommes. Quand d'un côté, on évoque la "Judée-Samarie", on exclut les Palestiniens de la terre sacrée d'Israël ; quand le Hamas dit qu'il faut « poursuivre la guerre sainte jusqu'à la conquête totale de toute la Palestine », il veut chasser les Juifs. Il faudra des tonnes de patience pour instaurer une trêve durable mais il suffit d'un kamikaze « envoyé par Dieu » et le Hezbollah pour liquider le résultat de semaines de négociations.

P. L. : Il est vrai que cette terre rend fou. Le mysticisme est très présent dans cette région. L'approche géopolitique doit tenir compte de ces paramètres. Depuis la fin de la guerre froide, les pays arabes se sont désengagés du conflit israélo-pales-



Antoine Basbous,
directeur de l'Observatoire
des Pays Arabes

© JURY STICZ

tinien et ont vu la montée en puissance du fondamentalisme musulman avec, au départ, le khomeinisme. Du coup, ce conflit qui semblait jusqu'alors se limiter au terrain politique a pris une dimension religieuse. On voit d'ailleurs qu'il est récupéré par Ben Laden et ses alliés objectifs que sont la Syrie et l'Iran.

TJ : *Pensez-vous qu'Israël sera capable d'évacuer des colonies habitées essentiellement par des nationalistes religieux qui ont déjà clairement exprimé leurs intentions ?*

P. L. : La crise sera très salutaire car Israël doit, une fois pour toutes, définir son identité. Depuis la naissance de l'État juif, on reste dans le non-dit : État séculier ou État religieux ? Le démantèlement de Yamit n'avait pas été simple à l'époque. Je constate quand même que la grande majorité du peuple israélien vit en sécurité et a compris qu'il n'y a pas d'autre solution que « la paix contre les territoires ».

A. B. : Il faudrait aussi qu'Israël définisse ses frontières. À cette question posée un jour par le général de Gaulle, Ben Gourion avait répondu : « Nos frontières seront définies en fonction du nombre de Juifs qui feront leur alyah ». Cette perception justifie la politique du Hamas qui est d'inciter, par la terreur, les Juifs à retourner dans leurs pays d'origine.

TJ : *Mais Israël ne peut-il pas unilatéralement décréter ses frontières ?*

A. B. : Non, mais il peut jouer cartes sur tables. Sur votre question qui concerne l'évacuation des colonies de Cisjordanie, je veux dire à Pierre Lellouche qu'elle concerne désormais près de 300 000 personnes. Ça n'a plus rien à voir avec Yamit.

P. L. : Moi, je ne serais pas du tout hostile à ce qu'un gouvernement israélien d'union nationale décide

du tracé de ses frontières d'Israël. Et négocie après. On sait d'ailleurs qu'il s'agit de restituer les territoires occupés en 67, moins les principales colonies, en échange d'un couloir assurant la continuité territoriale entre la Cisjordanie et Gaza. C'est ce qu'avaient négocié Barak et Arafat sous l'égide de Clinton et qu'Arafat a refusé au dernier moment. Même le partage de Jérusalem était réglé.



Pierre Lellouche, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

TJ : *Côté palestinien, la nouvelle direction est-elle en mesure de mettre au pas ses extrémistes ?*

A. B. : Je le pense. Au milieu des années 90, l'autorité palestinienne avait commencé à le faire.

P. L. : Oui mais pas avec un Arafat qui condamnait un kamikaze à midi et allait rendre hommage à sa famille à minuit.

A. B. : Il faudrait qu'Israël récompense vite les efforts de Mahmoud Abbas pour qu'il puisse aller au bout

d'une politique de neutralisation du terrorisme.

P. L. : C'est plus subtil que cela. Si les concessions israéliennes apparaissent comme des récompenses, Abbas aura l'image d'un suppléant du sionisme.

A. B. : J'entends par "récompense" que les promesses sur la libération des prisonniers ou l'évacuation des villes réoccupées en 2000... soient tenues. Rappelons-nous quand même que lors des dernières élections municipales à Gaza, le Hamas a raflé sept villes sur dix.

Pierre Lellouche :
« il faut que le régime palestinien soit doté de sa police et de son armée »

TJ : *Ariel Sharon, qui a longtemps porté le drapeau des faucons, s'est-il sincèrement converti au pragmatisme ?*

P. L. : La mort d'Arafat a tout changé, tant dans la tête de Sharon qu'à Washington.

A. B. : S'il y a bien un leader israélien qui soit en mesure de faire accepter à son peuple des concessions douloureuses sans être accusé de brader la terre d'Israël, c'est bien Ariel Sharon.

Il a une histoire militaire et politique qui le rend vraiment crédible et l'équation politique qu'il représente est unique : une partie de la droite ajoutée au centre et à l'ensemble de la gauche.

P. L. : Il faut quand même avoir à l'esprit que Sharon et Abbas risquent tous les deux leur vie dans cette affaire.

TJ : *Qui peut jouer le rôle de médiateur et de protecteur des accords ? Toujours et seulement les États-Unis ?*

A. B. : Principalement...

P.L. :

Je ne le crois pas.

L'OTAN pourrait aussi effectuer ce travail.

L'Alliance atlantique qui rassemble les Américains et les Européens a déjà démontré son efficacité dans d'autres parties du monde. Je prépare d'ailleurs une visite dans la région à la tête d'une délégation de parlementaires de l'OTAN qui sera très importante.

A. B. : L'OTAN ne possède pas l'autorité politique du duo Bush-Rice. L'OTAN ne sera que l'instrument d'une volonté américaine et plus généralement occidentale. Je pense qu'Israël devrait bénéficier de la protection des États-Unis au même titre qu'un État américain, pour le rassurer à la veille de la signature d'accords viables avec les Palestiniens qui comportent de véritables concessions.

P. L. : Attention à ne pas couper Israël de sa région. Moi, je crois à la coopération entre l'État hébreu et ses voisins arabes.

TJ : *Faut-il, à ce stade, qu'on avance très vite dans la négociation ou au contraire qu'on prenne le temps de consolider chaque étape, un peu comme dans le processus d'Oslo ?*

A. B. : Il faut fixer tout de suite les termes définitifs de l'accord et consolider chaque étape de l'exécution.

P. L. : Je vois deux écueils à éviter : laisser traîner les choses et fixer une date butoir. L'un comme l'autre constituent des incitations au terrorisme. Moi, je pense que l'erreur des tentatives passées est d'avoir gardé l'officialisation de l'État palestinien pour la fin de la négociation. C'est au contraire par là qu'il faut commencer.

Il faut très vite que le régime pales-



© JURY 2002

tinien soit doté de sa police et de son armée et soit comptable de ses actes.

TJ : *Comment appréhender la question délicate du droit au retour des réfugiés palestiniens sur laquelle a buté le sommet de Taba ?*

A. B. : C'est peut-être le point le plus facile à résoudre. La résolution 194 de l'ONU évoque le droit au retour ou l'indemnisation des réfugiés. Les Palestiniens qui veulent revenir en Palestine s'établiront dans le nouvel État et les autres recevront une indemnisation.

Je crois que les leaders palestiniens sensés ont compris que les leurs ne reviendront plus vivre en Israël mais savent que cette carte est majeure dans la négociation. Ils ne la lâcheront que dans un deal définitif. Pour sauver la face, il faudra quand même que quelques milliers de familles palestiniennes puissent rentrer chez elles et récupérer leurs biens.

P. L. : Là, je suis obligé de faire un

rappel historique. Quand le mur de Berlin est tombé, la première chose que les Européens ont exigée, Français compris, c'est la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Il n'était donc plus question que des Allemands reviennent vivre en Pologne. Sur cette question du retour des réfugiés, on ne peut pas faire la moindre exception. Sinon, on fragilise la paix. Dans les Balkans, on ne va pas faire revenir des Serbes au Kosovo. Je suis d'ailleurs surpris que les Israéliens aient laissé ce sujet en suspens.

TJ : *Bush II sera-t-il plus investi que Bush I dans le processus de paix et plus ouvert à la participation de l'Europe aux discussions ?*

P. L. : Bush II soutiendra le processus de paix parce qu'Arafat n'est plus là.

A. B. : Déjà, l'Amérique et l'Europe se sont mises d'accord sur la question du retrait syrien du Liban. On sent que les divergences s'estompent. Même en Irak.